

27.1.93

PARTI "SAHWANYA-FRODEBU"  
CABINET DU PRESIDENT  
B.P. 4109 Bujumbura  
TEL. 22.0768  
FAX. 20.1494

DECLARATION DU PARTI "SAHWANYA-FRODEBU"  
SUR LE PROCESSUS ELECTORAL EN COURS  
DE PREPARATION.

1. Les derniers mois de l'année 1992 ont été d'une intense activité politique au Burundi. Depuis le mois d'octobre 1992, six partis politiques ont revendiqué auprès du Président de la République, la mise sur pied d'un forum de dialogue entre le Pouvoir et son Parti et les autres Partis Politiques en vue de négocier ensemble les conditions les meilleures pour gérer la période de transition dans la perspective d'atteindre l'objectif national poursuivi: celle de l'instauration d'une démocratie saine, sûre et rassurante pour tous les partenaires, nationaux et étrangers de la vie politique, économique et sociale de notre pays. Des hésitations, voire des oppositions, ont été perçues du côté du pouvoir qui n'a dû faire des concessions sur cette revendication que suite à l'intervention de certaines personnalités, qu'il nous plait ici de remercier officiellement, qui lui ont montré qu'un tel forum pouvait effectivement aider le Peuple Burundais et la classe politique à affermir la voie démocratique pour laquelle ils ont opté.

Le forum revendiqué par les Partis Politiques de l'Opposition a été créé finalement le 18 novembre 1992 et se trouve à l'oeuvre depuis bientôt deux mois sous la dénomination: Commission Nationale de Concertation sur la Démocratisation.

2. A l'étape actuelle, le FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI s'inquiète du rythme des travaux de cette commission qui semble être banalisée par le Pouvoir au lieu de lui reconnaître toute l'importance qui lui incombe comme cadre de concertation et de négociation entre le Pouvoir et son Parti et les autres Partis Politiques. Une réunion par semaine pour une commission du genre est extrêmement insuffisante. La Commission, ayant pour mandat d'analyser toutes les questions relatives à la gestion de la transition, il est indispensable que ses conclusions parviennent rapidement au Chef de l'Etat, qui lui a donné ce mandat, pour qu'elles puissent influencer sur la philosophie et les mécanismes de gestion de cette période de transition.

Or, il apparaît aux yeux des différents partenaires politiques et de tout observateur intéressé que cette période de transition approche son terme. Déjà le 5 janvier 1993, le Président de la République rappelait que, pour le Pouvoir, le premier trimestre 1993, donné dès le début de l'année 1992 comme la période des élections générales, restait une référence, et que, matériellement, le Pouvoir se trouvait dans les possibilités d'organiser ces consultations. Néanmoins, il n'a pas manqué de rappeler sa promesse d'associer les partis politiques notamment en ce qui concerne l'élaboration du calendrier et du code électoraux ainsi que de l'organisation générale des élections.

Aujourd'hui, tout le monde l'entend, les élections générales ont été proposées pour le deuxième trimestre de cette année, exactement au cours du mois de juin.

3. Tenant compte des préoccupations des différents partis, le FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI avait soutenu la proposition de mener ces élections au cours du troisième trimestre. En effet, le mois de juin qui a été retenu présente beaucoup d'inconvénients tant pour l'Administration, et le Parti au pouvoir que pour les Partis de l'Opposition. Ces mêmes inconvénients pèseront également sur une autre composante importante de la vie nationale: les jeunes en cours de scolarisation.

En effet, le mois de juin est un mois hautement sollicité dans le système scolaire burundais. Aussi bien au niveau du primaire, du secondaire que du supérieur, c'est le mois de clôture de l'année. C'est au cours de ce mois que se corrige le concours national et que se font tous les examens de fin d'année. Ce qui fait que le corps enseignant est fortement sollicité. Or il se fait, que c'est dans ce corps enseignant que les partis politiques recrutent leurs cadres et propagandistes. Organiser les élections au cours de cette période revient donc à soustraire aux partis politiques un des moyens importants pour leur propagande et donc fausser la compétition.

D'autre part, nous avons constaté que, même au cours des années passées, des consultations électorales organisées sous le monopartisme, bien que sans enjeux importants, ont beaucoup mobilisé ce corps pour l'encadrement. Encore une fois ici, ces consultations risquent d'en souffrir et être biaisées.

FRONT POUR LA DEMOCRATIE

Enfin, les établissements scolaires ont servi- et pourraient l'être pour les prochaines consultations- d'endroits où se déroulent les élections. Que les prochaines élections soient envisagées pour le mois de juin, un mois d'une intense activité scolaire, paraît, dans l'évidence, comme une opération qui va certainement distraire la population scolaire au moment où elle a besoin de beaucoup de concentration.

4. Voilà les raisons qui poussent le FRONT POUR LA DEMOCRATIE DU BURUNDI (FRODEBU) à proposer que toutes ces élections soient organisées au cours du mois de juillet afin de permettre à l'Administration de disposer des infrastructures scolaires et du personnel enseignant pour un meilleur encadrement de ces consultations mais également pour permettre aux Partis politiques de disposer pleinement de toutes leurs forces humaines pour leur campagne.

En ce qui concerne la chronologie des élections, le FRODEBU observe que le Pouvoir cherche obstinément à commencer par les présidentielles qui seraient rapidement suivies par les législatives; les élections à la base pouvant être avancées à des dates ultérieures.

Les arguments de sérénité, de sécurité et de continuité avancés cachent mal le souci des avantages recherchés par le Pouvoir et son Parti qui pensent que l'élection du Président actuel, probable candidat de l'UPRONA, pourrait produire un effet d'entraînement, lors des législatives, à la faveur du Parti UPRONA

Mais les partisans de cet ordre font fi d'une autre possibilité qui n'est pas à écarter: l'élection d'un candidat d'un autre Parti ou d'autres Partis. Une telle situation ne serait-elle pas, pour la sérénité recherchée, plus inconfortable que les autres cas de figure ? Certainement.

5. Pour le FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI, la constitution actuelle donne, dans ses articles 184 et 185, des prérogatives claires au Président actuel qui a à conduire la période de transition jusqu'au dernier jour.

Il lui revient donc d'accompagner le processus électoral depuis les élections communales jusqu'aux présidentielles, en passant par les législatives. Tel est l'ordre que le FRODEBU croit le meilleur pour permettre une saine et juste compétition. Cet ordre s'explique aussi du fait que la constitution du Burundi prévoit, dans son article 68, que "lors de son entrée en fonctions, le Président de la République prête solennellement" un serment "reçu par la Cour Constitutionnelle devant l'Assemblée Nationale". Faudrait-il alors que cette Assemblée existe d'abord et qu'elle soit déjà investie pour que le Président élu puisse prêter serment !



./...

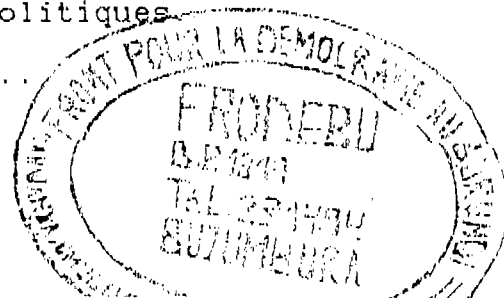
Le FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI demande aux différents partenaires, le Pouvoir en tête, de dépasser les intérêts purement partisans et de manifester plus de volonté et de disponibilité à construire une démocratie saine, sûre et rassurante pour tout le monde. Cette démocratie doit intervenir dans la paix et être un facteur dynamique de renforcement de cette dernière. La paix, la sécurité, la sérénité dont a besoin le processus de démocratisation du Burundi dans ses phases pré-électorale et électorale doivent être également recherchées et renforcées après les élections. Nous voulons des élections honnêtes, transparentes et donc justes. Nous voulons qu'au lendemain de telles consultations tout le monde respecte le verdict populaire.

A cette fin, nous demandons aux amis du Burundi et de la démocratie d'appuyer le Peuple Burundais dans son réapprentissage de la démocratie pluraliste. Cet appui, nous le souhaitons tant dans la phase pré-électorale que dans la phase électorale. Nous demandons aux amis du Burundi et de la démocratie de nous envoyer des observateurs neutres dont la présence sur le terrain pourra nous aider à organiser et conduire des élections justes, honnêtes et transparentes. Car pour le FRODEBU, réussir la démocratisation comme d'aucuns le souhaitent sera d'un apport important pour le renforcement de l'Unité et de la Paix dans notre pays, dans la sous-région, l'Afrique et le Monde.

Nous demandons aussi à la société civile du Burundi, notamment les Eglises, de s'engager davantage dans cette dynamique démocratique pour l'Unité et la paix au Burundi. Que les forces morales qui accompagnent le peuple burundais dans ses préoccupations spirituelles l'accompagnent également dans cette dynamique de démocratisation en servant notamment de modérateurs et de facteurs de rapprochement des différentes positions qui s'expriment aujourd'hui sur les processus de démocratisation notamment dans sa phase électorale.

6. Aujourd'hui plus que jamais, il est important que tous les hommes de bonne volonté conjuguent leurs efforts pour permettre au Peuple Burundais d'accoucher cette démocratie sûre et rassurante que d'aucuns souhaitent.

C'est pour cette raison que le FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI entend que la Fête de l'Unité qui sera célébrée le 5 Février 1993 soit une occasion pour tout le monde de montrer son engagement pour cette valeur combien importante. Cela, compte tenu des élans actuels vers la construction d'un système politique pluraliste, respectueux des droits et libertés de la personne humaine. Le FRODEBU souhaite et entend que cette journée soit une occasion de fêter l'Unité du Peuple Burundais dans ses diverses différences dont la plus en vue aujourd'hui est cette diversité politique vécue à travers les différents partis politiques.



Nous nous étonnons alors et nous insurgeons contre la décision de l'Administration qui a refusé aux partis politiques de participer aux manifestations organisées ce jour-là comme si la présence de ces partis pourrait compromettre l'Unité et la sécurité. Apparemment, les raisons de cette interdiction sont à chercher ailleurs. Car, comment une Administration qui le 1er Juillet 1992 et le 3 Septembre de la même année suppliait les partis politiques pour qu'ils participent aux manifestations peut-elle aujourd'hui se rétracter au moment où une telle démarche symbolique était plus que nécessaire ? Pour le FRODEBU, tout cela relève de calculs politiques mesquins où l'ancien parti unique a peur de manifester ensemble avec des nouvelles formations politiques !

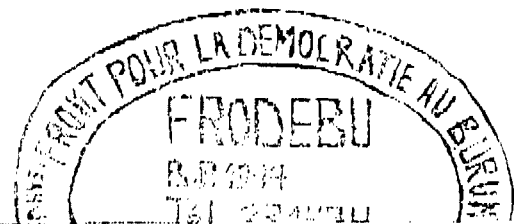
En tout état de cause, le FRODEBU entend marquer sa présence ce jour-là pour manifester son adhésion à l'Unité qui doit se vivre dans la tolérance, le respect mutuel, la justice et l'équité; le tout dans un cadre démocratique fonctionnant convenablement, sans entraves.

Nous saisissons cette occasion pour demander à tous nos militants et sympathisants de participer massivement à ces manifestations, avec les couleurs qui les distinguent.

Nous nourrissons l'espoir que l'Administration concernée percevra rapidement la pertinence de notre revendication et permettra aux Partis politiques de célébrer dans la diversité cette Fête de l'Unité.

7. Enfin, le Parti SAHWANYA-FRODEBU s'inquiète d'un certain arbitraire dont fait preuve l'Administration actuelle dans la gestion des libertés.

Dans sa lettre n°205.01/067, le Ministre de l'Intérieur annonce aux Partis politiques que "les week-ends du 30 au 31 janvier et du 6 au 7 février seront exclusivement réservés" aux activités relatives à la Fête du 5 Février. Ce qui fait que "les meetings politiques sont donc suspendus pendant ces deux week-ends"! Nous ne voyons pas en quoi les activités des Partis politiques pourraient compromettre le bon déroulement de cette Fête qui se déroulera 4 jours après le premier week-end alors que le deuxième interviendra 24 heures plus tard, avec du reste possibilité d'un jour chômé le 6 Février! Nous décelons encore une fois dans cette suspension des meetings, une manoeuvre du Pouvoir pour limiter les Partis politiques de l'Opposition dans leurs élans de propagande au moment où toute l'Administration se mobilise ouvertement à la faveur de l'ancien Parti Unique.



...

D'ores et déjà, le FRODEBU exige que si le Pouvoir campe sur ses positions et n'autorise pas les meetings durant ces deux week-ends, il faudra qu'ils soient restitués aux partis politiques. Cela risque de se faire aux dépens du calendrier politique que le Pouvoir cherche à faire accepter à tout prix.

Dans ce même ordre d'idées relatif aux libertés, nous constatons que l'Administration s'adonne aujourd'hui à des arrestations parfois arbitraires de nos militants. Cette réalité est devenue très intense depuis les dernières offensives contre le FRODEBU du Président du Parti UPRONA et du Ministre de l'Intérieur. L'application de la loi que l'on prétend respecter ne doit pas se faire dans l'arbitraire et l'abus et encore moins suivant une volonté délibérée de nuire à un concurrent perçu comme menaçant.

Nous demandons à tous ceux qui nous observent et nous suivent, à ceux qui s'intéressent aux droits de l'homme de suivre attentivement cette situation qui risque de compromettre la saine et honnête compétition qui devrait guider les prochaines élections.

Pour renforcer ce cadre serein nécessaire à une saine compétition et pour panser davantage les plaies causées par nos multiples divisions, le FRODEBU profite de cette célébration de la Journée de l'Unité pour demander solennellement la libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques aussi bien ceux accusés de tentative de putsch que les prévenus et condamnés suite aux événements de novembre 1991 et avril 1992, sans oublier les multiples prisonniers politiques incarcérés à travers le pays et ce, sans jugement.

Quant à nous, nous réitérons notre ferme volonté de ne rien épargner pour contribuer à la réussite, dans notre pays, d'une saine et rassurante démocratie, facteur de la paix et de l'Unité dont ce pays a grandement besoin.

Fait à Bujumbura, le 27 Janvier 1993

Pour le Comité Directeur National du  
FRODEBU

Le Président et Représentant Légal

  
NDADAYE Melchior.

